

Inde : grève massive du charbon

samedi 17 janvier 2015, par [GARL Carlita](#) (Date de rédaction antérieure : 15 janvier 2015).

Les 6 et 7 janvier, contre la privatisation, la grève de l'industrie du charbon en Inde a été la plus massive depuis les années 70, tous secteurs confondus...

Les sources syndicales ont compté 350 000 travailleurs en grève, jusqu'à 700 000 en incluant les contractuels. La production de charbon a officiellement chuté de 60 %. Malgré les livraisons anticipées de provisions supplémentaires aux centrales électriques, la chute de production commençait dès le deuxième jour à menacer le pays de pénurie en électricité.

L'industrie du charbon est largement sous contrôle de l'État indien, via la compagnie Coal India Ltd, après une nationalisation dans les années 70. Une faible part de la production est privatisée, uniquement pour les entreprises qui transforment elles-mêmes le charbon.

Après un grand scandale de corruption sur les attributions d'autorisations minières, le gouvernement a proposé une réforme qui ouvre la voie à la privatisation. D'une part, il envisage d'ouvrir largement le capital de la Coal India Ltd. D'autre part, il propose d'autoriser l'exploitation aux entreprises qui font commerce du charbon. C'est principalement contre ce projet que la grève a été appelée.

Offensive du gouvernement et réponse de la classe ouvrière

Élu cette année, le gouvernement Modi compte relancer son économie par de bonnes vieilles recettes néo-libérales, en premier lieu l'ouverture au secteur privé. Cette ouverture au privé signifie en grande partie une ouverture aux capitaux étrangers, non sans ironie pour un gouvernement « nationaliste »...

C'est surtout un coup de bambou qui se profile pour la classe ouvrière indienne. Outre le secteur stratégiquement central du charbon, qui est prédominant dans la production d'électricité, d'autres grands secteurs sont concernés, notamment le rail et l'éducation.

Dans le cas du charbon, les 5 principaux syndicats ont appelé à une grève de 5 jours du 6 au 13 janvier. Au deuxième jour, le gouvernement a proposé une commission paritaire pour examiner les revendications, que les syndicats ont majoritairement acceptée. Le syndicat le plus combatif, qui avait poussé à l'initiative d'une grève, s'y est opposé, mais n'a pas poursuivi la grève une fois isolé. Le mécanisme de l'intégration des directions syndicales au dialogue social a donc pour le moment étouffé la poussée de résistance visiblement importante de la classe ouvrière.

Les mêmes processus sont à l'œuvre dans le secteur du rail où les syndicats menacent d'une grève pour juin 2015. Dans le secteur bancaire, les syndicats avaient appelé une grève pour le 7 janvier, annonçant d'emblée qu'elle serait suivie d'une grève de 4 jours à partir du 21 janvier et d'une grève reconductible à partir du 16 mars. Par cette menace, ils ont obtenu que les augmentations de salaires passent de 1,5 % à 12,5 %, et ont renoncé à la grève.

Pour une des classes ouvrières les plus nombreuses au monde, les mois à venir seront un test dont

les répercussions peuvent être mondiales.

Carlita Garl

P.-S.

* Paru dans l'Hebdo L'Anticapitaliste - 272 (15/01/2015). <http://www.npa2009.org/>